

## COMMUNICATIONS

### la vallée du Kou : un exemple d'intervention planifiée et d'encadrement paysan dans l'ouest voltaïque

T. HARTOG

*Université de Ouagadougou*

#### RÉSUMÉ

*Dans l'optique de développement rural et d'interventions planifiées, l'exemple de la vallée du Kou permet d'aborder les problèmes pratiques suivants :*

- 1 l'existence même du périmètre reflète l'éclatement des structures traditionnelles et la volonté de gain monétaire mais contraste avec la réalité autochtone : la représentation ethnique fait en effet apparaître une sur-représentation mossi et bloque en partie la dynamique interne du périmètre.*
- 2 le caractère profondément économique d'une telle opération modifie les données de l'aménagement et du marché rizicole : le paysan se soustrait à l'autorité de la coopérative, pour valoriser, de lui-même, sa production ;*
- 3 en dépassant le cadre strict de l'aménagement en lui-même, cette communication met en valeur les liens existant entre milieu traditionnel et milieu aménagé et pose le problème de l'avenir d'une telle opération, en fonction d'une situation conflictuelle latente et de rendements à l'hectare diminuant depuis plusieurs années.*

#### ABSTRACT

*Concerning rural development and planified intervention, the example of Kou valley illustrates the following practical problems :*

- 1 the very existence of this belt reflects the disruption of traditional structures and the desire for cash gains, but contrasts with autochthonous reality : a study of ethnic representation reveals an over-representation of the Mossi population which, to a certain extent, obstructs the internal dynamics of the belt ;*
- 2 the deeply economic nature of an operation of this kind modifies territorial planning and rice market data : the peasants tend to back out of the cooperative scheme, preferring to be responsible for raising the value of their own production ;*
- 3 this paper goes beyond the strictly defined limits of territorial planning, to emphasize the relation between traditional and planned environment. It sets the problem of the prospects of such an operation, considering that the latent situation is one of conflict and that yields per hectare have been steadily decreasing for the last few years.*

Depuis bientôt vingt ans, le continent africain est soumis à de multiples expériences de développement, qui ne débouchent pas toujours sur des résultats concrets et durables : expériences ruineuses ne prenant pas en compte les réalités paysannes, « mythes » du développement occidental confrontés à des conditions de civilisation bien différentes, l'accent mis sur l'agriculture africaine a-t-il été placé au bon endroit ? Pense-t-on assez aujourd'hui en termes d'initiatives paysannes locales, ou laisse-t-on plus souvent la place à des aménagements ambitieux, manquant de réalisme et dirigés par, et au profit de l'extérieur ?

Cette évidente contradiction entre ces deux types possibles d'intervention se trouve bien illustrée avec l'exemple de la vallée du Kou : depuis 1970, date de sa création, ce périmètre rizicole est présenté comme une solution globale à une problématique du développement rural, comme une refonte, sur un espace neuf, des structures villageoises et de la vie agricole tout entière, au nom du mieux être paysan.

Or, il apparaît clairement aujourd'hui que l'engouement des premières années laisse la place à d'importants problèmes : problèmes ethniques sur un espace restreint, problèmes des initiatives économiques paysannes au sein d'un encadrement en coopérative, problèmes agronomiques et d'insertion de ce périmètre dans la dynamique régionale.

Après la présentation de l'expérience en elle-même, nous aborderons les problèmes posés par cet aménagement, sous un angle thématique.

#### LE PÉRIMÈTRE RIZICOLE DE LA VALLÉE DU KOU : LE CADRE THÉORIQUE ET PRATIQUE

##### *Historique et méthodologie*

Situé à une vingtaine de kilomètres au Nord de Bobo-Dioulasso, sur la route goudronnée qui mène au Mali, ce périmètre s'est appuyé sur la présence du Kou, affluent de la rive droite de la Volta Noire. Sa création remonte à 1970, année de la convention signée entre les Gouvernements voltaïque et taïwanais — puis de la Chine populaire en 1974 —, afin de promouvoir la culture du riz dans cette région climatiquement (1.100 mm de précipitations annuelles, en moyenne) et pédologiquement favorable (zone de bas-fonds à hydromorphie temporaire déjà aménagée en jardins ou petites rizières, avant l'arrivée des Taïwanais).

Dès la première année, 100 ha avaient été aménagés, puis, jusqu'en 1974, au rythme d'environ 300 ha par an, pour aboutir à une surface totale aménagée de 1.260 ha. Le plan d'aménagement et la mise en place des parcelles a été liée à la construction d'un barrage de retenue en amont du périmètre et de canaux d'irrigation primaires et secondaires, délimitant les zones aménagées. À la mise en place de chaque secteur nouveau, correspondait l'installation d'un village groupé, le long des canaux primaires, où devait s'effectuer le brassage inter-ethnique. Les villages créés se sont échelonnés de 1970 (village n° 1) à 1974 (village n° 6) ; ils entourent le village traditionnel de Bama, inclus au centre du périmètre.

Ce travail de recherche effectué entre février et septembre 1977, a été mené dans trois villages de création différente, soit la moitié des villages (village n° 1, n° 6 et village de Bama). Nous avons ainsi dans l'espace et dans le temps une palette appréciable de situations possibles et nous pouvions faire un suivi de l'évolution du périmètre. A partir d'un échantillonnage 1/2, de questionnaires précis (1) et du dépouillement systématique pour chaque paysan de son dossier consigné à la coopérative (2), nous avons pu dégager un ensemble de réalités, qui s'intègrent bien aujourd'hui dans la dialectique de ce colloque. Mais avant de les analyser, revenons au cadre même de l'opération.

##### *Le cadre global de l'aménagement*

Trois niveaux sont à distinguer :

1 Au niveau paysan, chaque famille installée a reçu un hectare de rizière, moyennant au minimum quatre actifs à l'hectare. Sur cette terre, le paysan fait deux récoltes de riz par an, grâce à l'irrigation (les rizières sont irriguées une fois tous les deux jours, entre six et douze heures par hectare). Les campagnes se succèdent de la fin novembre à mai et de juin à novembre. La lourdeur et la nouveauté d'un tel calendrier agricole ont imposé une autre mentalité paysanne, axée sur le gain monétaire et une certaine rupture avec les éléments du milieu traditionnel.

2 Au niveau de l'encadrement, les conseils techniques (labours, semis, épandages d'engrais et d'insecticides) sont assurés par les encadreurs de l'O.R.D. (Office Régional de Développement), depuis le départ des Chinois en 1975. L'ORD joue donc un rôle important dans la vulgarisation technique ; il fixe également le prix du riz pour chaque campagne, achète la production par l'intermédiaire de la coopérative et transforme le paddy en riz blanc, grâce à l'usine lui appartenant sur le périmètre.

3 Au niveau intermédiaire, la coopérative demeure la liaison obligatoire entre l'ORD et le paysan. Tous les paysans sont en effet groupés en une coopérative d'achat et de vente, achat de matériel et vente obligatoire de la production. Chaque quartier possède son représentant à la coopérative. Celle-ci, centre des décisions et de la vie agricole et sociale, concentre donc tous les éléments d'un brassage ethnique important.

Ces niveaux d'intervention, ces techniques, cet environnement, nouveaux pour la plupart des paysans, ont modifié fondamentalement les conditions de vie locales. Il nous faut à cet égard dégager ici deux types de mentalité et de réactions :

— Nous sommes d'une part en présence d'un mouvement neuf et volontaire, ayant rompu avec les formes traditionnelles d'occupation de l'espace. Il s'agit, pour la plupart des migrants, d'une installation sans relais, sans étape intermédiaire entre le village d'origine et la vallée du Kou, le pourcentage de colons ayant déjà migré une ou plusieurs fois n'atteignant pas 15 %. Dans ces villages nouvellement créés, les migrants parlent d'une autoconsommation assurée plus faci-

(1) Ces questionnaires portaient sur la structure ethnique et démographique, les motifs de l'installation, les problèmes agricoles, la commercialisation et l'utilisation du revenu monétaire, les rapports avec le village d'origine et avec les autres ethnies, les avantages et les inconvénients du périmètre.

(2) Ceci nous a fourni notamment d'utiles renseignements sur les rendements à l'hectare et la commercialisation par campagne depuis 1970 ou 1974.

lement que la « survie » constatée dans les villages d'origine (et en particulier sur le plateau mossi); ils évoquent également la plus grande facilité du gain monétaire et la volonté de se libérer du milieu traditionnel (liens politiques, sociaux, monétaires).

— Le problème se pose différemment pour les villageois de Bama; plus de 80 % d'entre eux ont répondu qu'ils avaient été contraints de « faire du riz », car les Chinois avaient occupé leurs terres. Ils furent, selon eux, obligés de participer à cette action volontaire, afin d'assurer leur nourriture et de conserver un droit de regard sur une partie de leurs terres. Une seconde explication vient s'ajouter à la première : certains bas-fonds étaient déjà cultivés en riz avant 1970 et les villageois ne comprenaient pas, au départ, l'intérêt global d'une telle opération. La plupart d'ailleurs ont conservé leur culture traditionnelle de base — le mil — sur leurs champs de brousse, et se sont ainsi soustraits à la contrainte rizicole absolue.

Cette différence de comportement face à la culture du riz (simple appoint monétaire ou nécessité vitale) pose déjà une évidente question : comment, en effet, assurer l'équilibre entre cultures traditionnelles auto-consommées et culture de rente, sans pénaliser la logique paysanne? Comment aménager sans dicter une conduite ou un comportement soumis à la seule loi du profit? Ces différences constatées dans la réalité de tout aménagement sont le reflet de dynamiques internes, que nous allons maintenant analyser.

#### SITUATION CONFLICTUELLE OU BRASSAGE ETHNIQUE?

La vallée du Kou pourrait être présentée comme un nouveau creuset des ethnies voltaïques. A ce titre, un tel rassemblement pourrait, en théorie, jouer un rôle bénéfique quant à la dynamique de l'aménagement en lui-même et à ses conséquences dans l'insertion régionale. Un tel tableau trahirait malheureusement la réalité géographique, comme nous allons le voir en analysant la structure ethnique d'une part et les rapports inter-ethniques d'autre part.

#### *La structure ethnique*

La représentation ethnique sur le périmètre fait apparaître l'élément majeur d'une situation conflictuelle : la sur-représentation mossi.

Si, pour Bama, la structure reflète fidèlement la base ethnique régionale (60 % de Bobo-Fing; 40 % de Bobo-Dioula), la « ventilation » ethnique des autres villages enquêtés pose bien le problème de fond :

— dans le village n° 1, 55 % de Mossi (dont 25 % originaires de la région de Ouahigouya), 16 % de Bobo-Dioula, 6 % de Bobo-Fing, de Dioula, de Samogho, les autres ethnies représentées appartenant aux Dafing, Bwa, Siamou et Senoufo;

— dans le village n° 6, 77 % de Mossi (dont 45 % originaires de la région de Ouahigouya et 20 % de Kaya), 5 % de Samogho, de Bobo-Fing et de Tyofo, quelques Tussian, Dafing et Bobo-Dioula.

Ces quelques pourcentages montrent bien la sur-représentation mossi sur une terre non mossi et contrastent avec la réalité autochtone. Reflet et prolongement de la migration

mossi à partir des terres trop densément peuplées de la région de Ouahigouya, reflet de l'éclatement des structures traditionnelles et de la volonté de gain monétaire, la représentation ethnique sur le périmètre de la vallée du Kou signifie aussi différence d'organisations politiques et inégalité sociale. Nous pensons avant tout que la structure ethnique bloque en partie la dynamique interne du périmètre et oppose dans la vie quotidienne les « régionaux » aux Mossi. Nous noterons cependant qu'il n'existe pas, à notre avis, de comportement démographique spécifique à chaque ethnie représentée : les différences d'âge, de situation sociale, d'ancienneté sur le périmètre, de religion pour certains, sont trop importantes pour être décrites ici. Les oppositions pourraient, à la rigueur, se faire entre les villages n° 1 et n° 6 et Bama (ex. taux d'actifs supérieurs dans les villages plus récents : 65 % contre 47 % à Bama; la moyenne du nombre d'habitants par concession plus élevée dans les villages n° 1 et n° 6 qu'à Bama (11 contre 9), mais ne sauraient être poussées plus loin. Il n'en demeure pas moins que la réalité ethnique régionale a été méconnue; or, l'avenir du périmètre — et de la région toute entière — passe par l'entente entre Mossi et « régionaux ».

Une réponse au déséquilibre numérique et politique est-elle envisageable? Quels sont alors les rapports inter-ethniques sur le périmètre?

#### *Les rapports inter-ethniques*

Dans ce domaine, la réalité est difficilement approchable : réserve vis-à-vis de l'enquête qui abordait de front des questions délicates; témoignages imprécis ou uniquement sur des points de détail, quelques exemples d'incidents quant à la répartition de l'eau sur le périmètre, aux palabres d'enfants, bien vite répercutés au niveau adulte, quelques réflexions sur la puissance numérique des Mossi, qui fait toujours craindre le pire. En fait, il existe plus un climat délicat, entretenu par des incidents ponctuels, mais colportés à tous les échelons. Ces incidents ne seraient pas graves s'ils n'opposaient pas toujours les autochtones aux Mossi. Il est en effet paradoxal de constater que, sur un périmètre qui regroupe de nombreuses ethnies, le terme d'étranger désigne, pour les autochtones du Bama, le seul Mossi. Les autres groupes ethniques sont reconnus comme différents, certes, mais l'unité linguistique faite autour du Dioula et le moindre niveau d'organisation favorisent les rapprochements. Comme aiment à le répéter les Bobo-Fing, quand ils parlent des Mossi : « l'arbre dans l'eau ne deviendra jamais caïman ».

Le cadre rigide de l'appartenance ethnique stricte n'est dépassé qu'au niveau religieux (ex. grandes fêtes musulmanes), mais, à l'heure actuelle, un seul mariage musulman, depuis sept ans, a eu lieu entre jeunes d'ethnies différentes. Tous les rapports restent donc figés et intériorisés au niveau ethnique : dans le domaine agricole par exemple, les Sociétés d'entraide pour les gros travaux (desherbage, repiquage) opposent toujours les Mossi aux autres ethnies.

Ces quelques exemples soulignent la méconnaissance du problème ethnique : le développement, pensé en termes économiques, a négligé et glissé sur cette réalité humaine et sociologique dynamique.

Un autre élément déprécie la valeur de cet aménagement : l'encadrement commercial assuré par la coopérative ne laisse pas assez d'initiatives aux paysans.

## DIRIGISME COMMERCIAL OU INITIATIVES PAYSANNES?

Nous analysons ce circuit commercial de deux manières : d'une part le circuit officiel, passant par la coopérative, circuit qui satisfait de moins en moins le paysan ; d'autre part, les circuits parallèles, à base d'initiatives paysannes, afin de valoriser au maximum l'investissement en travail, d'une manière personnelle. L'existence même de ces différents circuits accélère les mutations et altère le schéma économique de l'aménagement.

### *La commercialisation par la coopérative*

La production de chaque paysan est centralisée à la coopérative. Cette production est achetée d'une manière différée par l'ORD, par le biais de la coopérative. L'ORD s'occupe elle-même de la revente de cette production mais ne paye la coopérative que lorsqu'elle-même a écoulé la production sur les marchés intérieurs. L'ORD ne paye donc pas la récolte mais joue le rôle d'intermédiaire entre la coopérative et les marchés. Au bout de ce circuit commercial, il arrive très fréquemment que le paysan ne soit effectivement réglé que deux ou trois mois après avoir livré sa production à la coopérative. Cette part ainsi vendue représente 75-80 % de la production totale par hectare mais seulement 50-55 % du montant total des ventes.

Paradoxalement pour le paysan, une telle pratique correspond à un manque à dépenser net, puisque la période de « repos » entre les deux campagnes ne peut être mise à profit pour faire des achats ou retourner au village. Ainsi, attirés et façonnés par l'économie monétaire, le paysan voit ses bénéfices différés et se sent posséder par un circuit commercial qui lui échappe. Face à cette pratique, les riziculteurs réclament un marché libre ou le remboursement immédiat, dès la fourniture de leur récolte à la coopérative. Or, celle-ci, en tant que simple intermédiaire, ne peut assurer une telle charge.

Ce problème délicat est encore compliqué par les différences de prix constatées entre les prix d'achat de la coopérative et le prix de vente sur les marchés. Pour la première campagne 1976 par exemple, le prix d'achat au paysan avait été fixé à 45 F CFA le kilogramme. Le paddy, après transformation en riz blanc, avait coûté à l'ORD 87 F le kilogramme. Or, le paysan retrouvait le riz décortiqué sur le marché de Bobo-Dioulasso, trois mois plus tard, à 105 F le kilogramme. Dès lors, on comprend le réflexe paysan qui préférerait vendre directement sur les marchés et ne pas voir les intermédiaires multiplier les prix à la production par 2,5 environ. Ces remarques se trouvent confirmées par l'existence d'un réseau parallèle de commercialisation.

### *Les circuits parallèles*

Ces transactions ne sont pas officielles. Il existe même à la sortie du périmètre, sur la route menant à Bobo-Dioulasso, un contrôle routier chargé de prévenir toute fraude éventuelle des gros commerçants bobolais. Ceci n'empêche pas cependant l'existence d'un marché parallèle, qu'il a été difficile de concrétiser. Deux circuits sont à distinguer :

1 La vente directe aux commerçants de Bobo-Dioulasso. Il s'agit alors de sacs de 100 kg de riz décortiqué par le paysan, vendus à 9.000 F CFA. La production ainsi écoulée représente à peu près 5 % de la production totale par hectare récolté mais au moins 15 % du montant total des ventes.

2 La vente épisodique sur la part d'auto-consommation, gardée après la récolte. Nous estimons, d'une manière globale, que chaque paysan garde à peu près 20 % de sa production totale pour son auto-consommation (soit 2-3 repas par semaine à base de riz, bien que la consommation de cette denrée soit sujette à de nombreuses variations, en fonction notamment de l'appartenance ethnique), mais que ce pourcentage alimente aussi une sorte de « caisse de secours » : en cas de besoin monétaire notamment, le riziculteur n'hésitera pas à vendre plusieurs sacs à des proches ou à un commerçant de passage. Ces ventes de riz non décortiqué en sacs de 80 kg, qui se font pratiquement aux prix d'achat de la coopérative (soit entre 45 et 55 F le kilogramme), représentent jusqu'à 35 % du montant des ventes par campagne.

Nous sommes donc bien loin ici du schéma théorique de la commercialisation. En dépassant le cadre de la coopérative, le paysan assure presque la moitié de son bénéfice en ne mettant à l'écart du circuit officiel qu'un petit quart de sa production. Nous avons dans cette structure un cumul d'inconvénients qui renforce, en fait, la volonté de réussite personnelle immédiate : concentration de la vente sur la coopérative et retard des paiements, faible prix du riz à la production et intermédiaires trop gourmands, autant de facteurs qui accélèrent les initiatives personnelles, en renforçant la monétarisation des opérations. Cette croissance du caractère économique, nouvelle mais fondamentale, nécessite que nous nous interroguions aussi sur les gains par campagne et leur utilisation.

### *Budget et utilisation*

Sur l'ensemble d'une campagne, nous estimons que chaque paysan gagne net en moyenne, par hectare cultivé, 120.000 F CFA (3). Répétons-le, il s'agit d'une moyenne, effectuée à partir de l'analyse d'une soixantaine de budgets, dans les villages n° 1 et 6. Pour le village de Bama, les gains sont inférieurs (65-70.000 F CFA), mais comme nous l'avons dit, le pouvoir monétaire du riz n'a pas la même signification chez les autochtones : le paysan de Bama garde sa culture de mil et divise les risques économiques en assurant sur place son auto-consommation, alors que les colons des villages n° 1 et n° 6 achètent leur mil, en premier lieu, sur leurs bénéfices rizicoles.

Lorsque l'auto-consommation est assurée, le paysan satisfait alors son mieux être économique. Il marque d'abord sa réussite par les signes traditionnels d'aisance en milieu rural : achat de la mobylette (plus de 20 % des achats), du transistor, du vélo. Dans un dernier temps seulement, il rentabilise son espace cultivé par un investissement productif : équipement agricole, charrettes, bétail (10 % des achats). Enfin, il complète son univers par la satisfaction de son mieux être personnel (amélioration de son confort intérieur, construction d'une case).

Ainsi, le paysan de la vallée du Kou apparaît comme un privilégié, par rapport aux autres milieux plus traditionnels.

(3) Le budget total par campagne s'établit autour de 180.000 F CFA, mais englobe les bénéfices nets et les frais (engrais, insecticides, frais d'entretien des canaux, frais généraux, prêts pour l'achat de matériel).

Mais, sans cesse poussé par le renforcement d'une économie monétaire, il cherche à dépasser le cadre communautaire proposé. Ces éléments positifs sont-ils confirmés ou infirmés par une meilleure insertion dans la dynamique régionale? En d'autres termes, comment juger l'expérience au niveau régional?

#### L'INSERTION DANS LA DYNAMIQUE RÉGIONALE

Nous analyserons cet aspect en fonction des relations des migrants avec leur village d'origine et du devenir d'une telle expérience.

##### *Les relations avec le village d'origine*

Elles se perpétuent par des liens affectifs sociaux et économiques plus ou moins étroits : plus de 85 % des colons retournent au moins une fois tous les deux ans dans leur village d'origine (dont 15 % après chaque campagne). Moins de 10 % ont coupé court à toute relation avec leur milieu.

La durée de ces visites s'échelonne entre une et trois semaines, mais moins les visites sont fréquentes, plus le séjour est long. Ces visites sont l'expression vivante et matérielle de la nécessité économique individuelle du migrant : elles se marquent par l'apport de cadeaux traditionnels, d'argent frais, de vêtements et de nourriture. Sur l'ensemble des personnes interrogées, nous estimons que quelle que soit la nature du don, la somme totale des cadeaux offerts par campagne représente 8 à 10.000 F CFA. Les cadeaux sous forme d'argent à la proche famille sont les plus fréquents (au moins 90 %), puis viennent à égalité vêtements (pagnes) et nourriture (sacs de mil).

Cette réussite économique extériorisée, cette complémentarité assurée par de nouveaux rapports de force assoient la personnalité du paysan : 95 % des colons nous ont précisé qu'ils voulaient rester définitivement sur le périmètre ; à ce niveau de relation, on dépasse alors le cadre de l'appartenance ethnique, le cadre traditionnel vallée du Kou — village d'origine, pour déboucher sur un sentiment d'ordre nationaliste, tendent à prouver « qu'il n'y a pas d'étrangers à la vallée du Kou, mais que des Voltaïques ». La primauté de la réussite économique passe avant toute relation de voisinage.

Ce type de raisonnement, maintes fois développé par les Mossi, a contribué à attirer d'autres familles sur le périmètre, avec plus ou moins de succès : à une époque où il existait encore des parcelles disponibles (1971-1974), la publicité faite ainsi à partir d'exemple concrets de réussite, a mis en route une nouvelle vague de migrants : 30 % ont pu s'installer sur le périmètre. Mais sur les 70 % restant, près de 40 %, rejetés par manque de place, sont restés dans la région bobolaïse, en appuyant alors leur réussite sur la culture du coton.

Nous voyons ainsi deux types de colonisation se rejoindre, dans la mesure où elles correspondent à un comportement commun, délestage de la zone de départ, espérance d'une vie quotidienne moins précaire, volonté d'échapper à un monde traditionnel et étouffant, soit de promotion sociale et économique, individualisme croissant. Il nous faut bien reconnaître cependant que cette réaction type profite avant tout aux

Mossi, grâce à la supériorité incontestable (mais inquiétante) de leur système politique.

Le problème capital du déséquilibre ethnique régional face aux opérations de développement (cf. aussi projet coton ou périmètre sucrier de la SOSUHV à Banfora), se double, pour la vallée du Kou, d'une question d'avenir, touchant l'appauvrissement des terres.

##### *Vers l'appauvrissement?*

Il faut en effet constater que dans le village n° 1, le plus ancien par conséquent, plus de 10 % des paysans se plaignent d'une baisse actuelle des rendements à l'hectare. Ayant repris toutes les productions par campagne et par paysan, nous avons remarqué que les rendements ont diminué de manière inquiétante depuis 1971-1972 ; les premières campagnes, sur des terres neuves, donnaient des rendements de 7-8 tonnes à l'hectare. Or, actuellement, même en tenant compte des variations saisonnières, les rendements varient autour de 4-5 t (4). Cette grosse différence, constatée sur un faible nombre d'années (5 ans), porte-t-elle en germe une nécessaire reconversion de la vallée, de l'encadrement et de la problématique du développement ainsi abordé? Qu'en sera-t-il si les mêmes signes d'appauvrissement apparaissent d'ici deux ans, dans les villages les plus récemment créés? Faudra-t-il mettre au point des rotations culturales moins épuisantes pour la terre : une seule récolte de riz par an, puis des cultures maraîchères ou du blé, comme des agronomes le tentent actuellement?

Ces questions ne sont encore que des approches. Nous nous efforçons, à l'heure actuelle, d'étayer ces hypothèses. Mettent-elles en cause la dynamique propre de chaque paysan, face à la vulgarisation des techniques et à l'assimilation d'un nouvel ordre économique ou peut-on établir une liaison précise entre rendement constaté et position topographique des parcelles : les terres les moins productives ne correspondent-elles pas à d'anciens bras de versants, aujourd'hui aplanis, ou à d'anciennes zones de bas-fonds à hydromorphie renforcée par l'irrigation?

Une telle approche pluri-disciplinaire ne peut, en tout état de cause, que renforcer notre géographie.

Notre analyse a voulu souligner le caractère global de cette expérience. Celle-ci concentre, sur un espace restreint, les problèmes posés finalement par toute une région : comment en effet voir l'Ouest Voltaïque autrement que comme une région-carrefour, où la présence mossi renforce l'opposition ethnique et les différences de systèmes politiques, où toute réponse à la problématique du développement reste source d'inégalités au sein des communautés villageoises. Mais l'impact régional d'une telle expérience ne s'appuie-t-il pas trop sur des individus (et non des communautés) et sur le pouvoir économique et monétaire, qui accélère les mutations et renforce les inégalités?

A ce titre, la vallée du Kou reste un exemple concret d'un aménagement officiel mais aussi un îlot de prospérité partielle qui ne prend pas assez en compte les réalités humaines, le déséquilibre ethnique, la dynamique autochtone, contribuant ainsi à la mise en place d'éléments conflictuels.

(4) Les récoltes de mai sont toujours supérieures à celles de novembre. Le riz en effet pousse mieux en saison sèche, parce qu'il n'est pas noyé par les pluies d'hiver-  
nage et que les maladies du riz, souvent liées au degré d'humidité de l'air, se développent alors beaucoup moins.